

## Questions orales

[Français]

## L'ÉNERGIE

## LES CONSÉQUENCES DE LA NOUVELLE POLITIQUE

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet de l'accord de l'Ouest sur l'huile. Monsieur le Président, ma question est la suivante: Récemment, les gens du Québec et à travers le Québec ont vu la résistance du gouvernement en donnant une aide au projet Domtar qui implique 5,000 emplois au Québec à cause du déficit. Maintenant, le gouvernement est entré dans un accord qui donnera aux sociétés multinationales pétrolières 1.3 milliard de dollars sans garantie d'emploi. La ministre peut-elle expliquer pourquoi le déficit règle la situation de la création d'emplois au Québec, mais n'est pas un facteur dans un octroi de milliard de dollars aux sociétés internationales pétrolières?

[Traduction]

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, le député oublie que le secteur des pâtes et papiers lui-même ne veut pas de subventions. D'un autre côté, nous avons pour objectif de créer des emplois dans le secteur énergétique, un secteur qui s'étend dans tous les coins du pays. C'est là notre objectif, et nous tentons de le réaliser avec ou sans l'aide du député.

● (1140)

## LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, le député de Champlain a déclaré il y a quelques semaines qu'il commençait à croire que nous étions tenus en otages par les sociétés qui ne se préoccupent que de leurs profits personnels, c'est-à-dire les sociétés pétrolières multinationales. La ministre pourrait-elle nous expliquer pourquoi elle a pris de telles mesures pour aider les sociétés pétrolières qui ne paient aucun impôt alors que le gouvernement n'est même pas disposé à venir en aide au 1.5 million de chômeurs au Québec et dans tout le Canada qui ne peuvent payer des impôts, car ils n'ont pas d'emploi?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, nous espérons que l'accord énergétique en question remédiera à la situation en redonnant de l'emploi à ce gens. Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit à la Chambre. Les concessions spéciales pour les sociétés qui ne paient pas d'impôt visent à accroître le rôle des sociétés canadiennes dans notre secteur pétrolier et gazier. Si le député et son parti ne souscrivent pas à la canadienisation du secteur énergétique, ils ont tort, selon, moi.

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

## L'IMPORTATION DE VÉHICULES JAPONAIS

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, l'entente conclue avec le Japon en vue de restreindre les importations de voitures japonaises au Canada vient à expiration dans deux jours. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale va-t-il faire une déclaration à la Chambre aujourd'hui pour nous dire ce que le gouvernement compte faire au sujet de cette affaire importante?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, pour répondre au député, je n'ai pas à lui rappeler, je pense, qu'en 1984, où le même problème s'est posée, les entretiens concernant l'entente en vigueur avec le Japon ont débuté en janvier. Il y a eu une deuxième réunion à Tokyo en mars, suivie d'une autre à Ottawa en avril, puis à Banff et enfin, le 12 juin dernier, les parties étaient suffisamment d'accord pour établir une communication. A l'heure actuelle, nous sommes au milieu de ces négociations. Le député sera heureux d'apprendre que c'est le même responsable que l'an dernier qui dirige l'équipe de négociation avec les Japonais cette année.

## LA DATE DE L'ANNONCE

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, il est remarquable qu'hier, le député ait déclaré à la Chambre qu'une annonce serait faite aujourd'hui au sujet de la politique du gouvernement relative aux importations de voitures japonaises au Canada. Nous avons supposé qu'elle serait faite à la Chambre. Il s'aperçoit d'un seul coup que le gouvernement a mené cette affaire avec tant de désinvolture et de négligence qu'il n'est pas en mesure de faire une déclaration. Si le ministre ne peut pas faire d'annonce aujourd'hui, va-t-il promettre sur le champ à la Chambre que, faute d'avoir conclu un accord le 31 mars, le gouvernement adoptera des dispositions provisoires pour empêcher les Japonais d'inonder notre marché de voitures, ce qui menacera des milliers d'emplois au Canada? Pourra-t-il au moins faire cette promesse?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je puis assurer au député que nous comptons bien maintenir la stabilité du marché de l'automobile au Canada. C'est sans nul doute l'objectif de nos entretiens avec les Japonais, mais à notre avis, il ne servirait à rien de tenir ces discussions et ces négociations en public. Je tiens à assurer au député, outre ce que j'ai dit hier, que mon collègue le ministre d'État chargé du Commerce international et moi-même ferons, si vous le désirez, un rapport sur l'état de la question ou une déclaration en fin d'après-midi...

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Où?

**M. Stevens:** ... pour mettre le public au courant de l'évolution de ces négociations.

**M. Deans:** Et si vous mettiez la Chambre des communes au courant?